

Le nucléaire en France est un concentré des travers de l'héritage historique de la vie économique et politique de notre pays. L'histoire de France s'est construite sur la base de grands récits mythologiques, entretenus décennies après décennies, cristallisés autour de l'Histoire de France de Michelet. Constamment reviennent dans l'imaginaire ces grands chefs unificateurs (Vercingétorix, Clovis, Charlemagne, Philippe-Auguste, Jeanne d'Arc, François Ier, Richelieu, Louis XIV, Napoléon I et III, De Gaulle...), souvent centralisateurs, et sacrés qui personnifient le pays. La construction politique et économique, le "dialogue" social se construisent avec cette vision simplificatrice du grand chef qui décide de tout et dont tous dépendent. La constitution de la Vème République et les partis soumis en sont les exemples les plus flagrants ; Sarkozy et les courtisans UMP en sont de belles caricatures.

La domination de la vie économique (et politique, étant donnée la porosité des milieux) par de puissants grands groupes (Vinci, Véolia, Bouygues, Areva, EDF, Renault, Peugeot...), donneurs d'ordres à une multitude de sous-traitants asservis traités comme de la valetaille, souvent placés dans des situations quasi-monopolistiques, renvoie directement à cette France féodale, peuplée de grands comtes, de ducs et barons, dirigeant la plèbe sans contre-pouvoir. Les images du Roi-soleil absolutiste et de ces grands féodaux peuvent sembler s'entrechoquer et se contredire. De fait elles s'interpénètrent et laissent une seule version du pouvoir : la verticalité descendante, la structure pyramidale d'une hiérarchie corsetée.

On est loin de l'histoire de la Scandinavie qui a une histoire d'hommes et femmes libres de plus de mille ans (lire dans les sagas islandaises dans les parlements appelés "thing" ou "althing"). L'Allemagne n'a pas vécu le centralisme exacerbé à la française ; au contraire, toute son histoire, depuis le Haut Moyen-Âge jusqu'à Bismarck est une lutte contre les tentatives d'hégémonie des empereurs romain-germaniques. Chaque région était sinon indépendante, du moins autonome. D'où découle aujourd'hui une république fédérale peuplée de Länder aux pouvoirs importants ; par voie de conséquence apparaissent une nécessité de concertation, de dialogue, de négociation réelle et vivante, bien loin des situations factices mises en scène par le pouvoir français.

La vie économique française est archi-dominée par les grands groupes vivant des situations de rente ; la colonne vertébrale de l'économie allemande en revanche est un intense réseau de PME essayant de tirer leur épingle du jeu. À structure différente, état d'esprit différent. La Norvège profite de sa manne pétrolière pour faire bénéficier l'ensemble du pays quand dans le même temps Total, les BTP, les autoroutiers et les marchands d'eau thésaurisent, se gobergent et aspirent l'argent à eux sans contrepartie.

La vie sociale française vit les mêmes symptômes : seuls quelques % de la population sont syndiqués en France et les arbitrages sont arbitrés au plus haut (syndicats dominants, Medef tenu par les grands groupes, gouvernement) par décrets et lois quand Allemagne, pays scandinaves, Pays-Bas ont un taux de syndicalisation de l'ordre de 80-90 % ; les négociations se font directement direction-syndicat ou branche par branche, si besoin est à l'aide d'un médiateur non gouvernemental. On peut remarquer par de multiples exemples cette structure pyramidale, centralisatrice, qui s'infuse dans toute la société française.

Et le conflit nucléaire *versus* énergies alternatives renouvelables est une illustration flagrante de ces biais comportementaux français, ancrés même de façon inconsciente.

Le pouvoir a décidé (ordonnance du 18/10/1945, De Gaulle) de se lancer dans le nucléaire, à l'origine pour d'unique motifs militaires. Quid d'un débat au sein de la société, d'un contre-pouvoir ? Que nenni ! Quand le pouvoir central (on pourrait presque dire le politburo) a accumulé trop de matières radioactives pour ses bombinettes, "on" aurait pu s'arrêter, reprendre son souffle et prendre le temps de s'occuper des déchets plutôt que de planquer la vilaine poussière sous le tapis. Oh non ! Car les ingénieurs des Mines, investis d'une Mission Divine, eurent une idée géniale : pour éponger les stocks des militaires, faisons du nucléaire civil. Mais la structure est restée militaire dans l'âme : secret, projets coûteux, déni des problèmes et des soucis techniques, infaillibilité de nos ingénieurs. Louis XIV a eu son château de Versailles, la IIIème République sa tour Eiffel, la Vème a eu ses réacteurs. Ouvrages pharaoniques et dispendieux, expressions de la puissance grandiose du souverain.

En 1981 Mitterrand dans ses 110 propositions promettait non seulement de limiter le programme nucléaire aux seules constructions en cours mais aussi de consulter (enfin!) les français par référendum. Mais le réflexe du souverain, associé au redoutable lobbying d'EDF et du noyau des ingénieurs des Mines a freiné cette belle envolée. Conséquence : si Plogoff a été arrêté, 34 réacteurs seront couplés au réseau (contre 16 sous Giscard) sans compter l'extension du "traitement" des déchets. Le nucléaire reste les deux pieds dans le XIXe siècle : le mythe du progrès envers et contre tout et le mythe de la science qui peut tout, qui résoudra tout...un jour. Superphénix en est un reflet caricatural. Les déchets ne font que s'accumuler et, 70 ans après, on n'a toujours aucune solution. On ne peut que nier le problème (voir les conférences de Jancovici, ingénieur maison, aux futurs ingénieurs).

Culture du secret, opacité, raison contre tous. L'élite a raison et la populace n'est qu'un ramassis de crétiens à qui il faut apporter le bien malgré eux. L'expression de cette morgue est exemplaire lors des « incidents » (c'est-à-dire les « presque-catastrophes ») qui émaillent l'histoire du nucléaire français. Trois exemples parmi d'autres : le 17 oct. 1969, et le 13 mars 1980, les réacteurs 1 (en 69) et 2 (en 80) commencent à rentrer en fusion à St Laurent des Eaux (50kg d'uranium en '69, 20 kg en '80). Qui le sait ? Personne. Le 27 déc. 1999 la tempête provoque une montée des eaux qui menace la centrale du Blayais. La catastrophe est évitée, par chance, d'extrême justesse. À chaque fois les mesures de sécurité sont renforcées,

heureusement, mais tout indique que le pire, l'imprévu, le cas rare n'a pas été pris en compte.

Et le pire est à venir. Car, pour cause du seul critère désormais de rentabilité depuis quelques années, de distribution de cash aux actionnaires, nous entrons dans une ère à courte vue : centrales vieillissantes qu'on va tenter de faire durer le plus longtemps possible (70 ans au lieu des 30 prévues initialement), le moins d'arrêts possibles pour réparations et/ou révisions, personnels intervenant de moins en moins formés et impliqués, gestion non plus à des ingénieurs conscients des dangers mais à des traders inconscients, constructions avec quantité de malfaçons (EPR à Flamanville par Bouygues). On chercherait la catastrophe qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Quant aux syndicats, aux petits soins. Je me souviens de Daniel Cohn-Bendit malmené et molesté par les agents EDF, lors de la campagne présidentielle de 2002.

Face à cette machine géante tenue à bout de bras par les grands groupes rentiers, par les gouvernements naïfs dans leurs croyances et ivres de toute-puissance, par les ingénieurs enfermés dans leurs mythes (comment renoncer à deux générations d'aventure dans la magie technoscientifique?), par la mentalité française acceptant sans rechigner une centralisation monarchique et une domination des grands seigneurs industriels, dominant eux-mêmes les grands médias, les énergies alternatives proposent l'exact inverse. L'éolien, le solaire, la géothermie, la micro hydroélectricité, la méthanisation des déchets, la cogénération peuvent mettre en avant une multitude de petites unités, décentralisées, à circuit court. Chacun pourrait largement consommer moins d'énergies (voir le scénario Négawatt), produire soi-même sa propre électricité.

Où est le problème ? Il est simple : **nos Grands perdraient le pouvoir** ! D'où campagnes intenses pour discréditer l'éolien, pour sabrer le secteur du solaire en faisant depuis 40 ans avancées et reculades qui flinguent les industries naissantes, pour encourager l'utilisation de l'électricité dans le chauffage, un véritable non-sens!, pour minimiser les catastrophes de Fukushima et Tchernobyl, pour mettre en avant l'indépendance énergétique qui n'existe plus depuis longtemps. Il s'agit d'occuper le terrain des renouvelables par d'autres projets industriels gigantesques (grands champs de panneaux solaires par exemple) plutôt qu'encourager les micro investissements.

Au pouvoir centralisé symbolisé par les centrales nucléaire et les grandes lignes à haute tension pourrait répondre une multitude décentralisée réunie en coopératives. La question du nucléaire est en fait un enjeu démocratique et traduit une vision duale de la société. Choisir son camp c'est faire un choix radical et de société et de démocratie. L'abandon du nucléaire suppose et nécessite une révolution conceptuelle de la démocratie.